

Association Club Amitié de Lions Club de Pointe-Noire

Lancement d'une campagne d'assainissement des prisons et lieux de détention

La section Pointe-Noire du Lions Club, une association philanthropique, a procédé, le 27 juillet 2013, au lancement d'une campagne d'assainissement des prisons de la capitale économique, afin de permettre aux détenus de vivre dans un environnement sain, exempt de maladies. L'initiative, qui durera plusieurs mois, constitue un début de solution à l'épineux problème d'insalubrité qu'accuse l'univers pénitentiaire congolais, en général, et ponténégrin, en particulier. La cérémonie de lancement de cette campagne a eu pour cadre la cour de la maison d'arrêt de Pointe-Noire, sous les auspices de Jacques Biyouli, représentant du procureur général près la cour d'appel de Pointe-Noire, en présence d'Yvon de Nathanaël Opfou, administrateur des services pénitentiaires et directeur de la maison d'arrêt de Pointe-Noire, de Servais Olouka, président du Lions Club, Club Pointe-Noire Amitié et d'Eustache Otsiéli, président de la commission des œuvres de Lions Club.

Les milieux carcéraux congolais sont en proie à une insalubrité jamais égalée: des sanitaires hors d'usage, des murs sales, des cellules transformées en dépôts, de l'herbe sauvage aux alentours des établissements pénitentiaires... L'environnement est tout à fait malsain dans nos prisons. Un état de choses à l'origine de plusieurs maladies et/ou décès au sein de la population carcérale. Cette année, par exemple, plusieurs détenus d'un commissariat de Pointe-Noire ont été touchés par le choléra. Pourtant, l'article 35 de la constitution de

janvier 2002 stipule que tout citoyen a droit à un environnement sain, satisfaisant et durable et que l'Etat veille à la protection et à la conservation de l'environnement. Ainsi, «plaçant l'homme au centre» de ses actions, Lions Club entend apporter sa contribution à la résolution de la question de l'insalubrité qui se pose avec acuité dans les prisons congolaises. «L'essence du lionisme, c'est dans l'œuvre, c'est dans l'action que nous faisons en faveur des autres, en faveur des personnes qui ont besoin de nous. Si nous regardons bien, nos amis qui sont



Des membres du Lions club après avoir désinfecté une cellule.

dans les milieux carcéraux ont également besoin d'un environnement sain. Il ne faut pas que les milieux carcéraux soient des endroits où on entre sain pour en sortir avec la maladie. C'est vrai qu'il y a des gens qui leur donnent à manger, c'est vrai que l'Etat fait des efforts dans ce sens, mais l'hygiène du prisonnier est très importante. C'est pourquoi, au niveau de Pointe-Noire Amitié, nous avons pensé accomplir cette mission. Cette cérémonie n'est que le lancement officiel de l'activité qui va durer plusieurs mois, le temps que nous ayons, avec les personnes requises de l'administration pénitentiaire, réglé des situations techniques

qui nous permettront de bien accomplir notre mission», a souligné Servais Olouka, dans son mot de circonstance. L'humanisme dont le lionisme fait preuve est insufflé par son fondateur, comme l'a affirmé Eustache Otsiéli: «J'aimerais vous dire merci, pour avoir honoré cette cérémonie de lancement de désinfection et de désinsectisation des milieux carcéraux de la ville de Pointe-Noire. Cette opération va s'étendre à tous les autres milieux carcéraux. Notre association place l'homme au centre de toutes nos activités. Cette action va améliorer les conditions de vie dans les milieux carcéraux de la ville de Pointe-Noire. Nous



Photo de famille après le lancement de l'assainissement.

vous avons invités à nous accompagner sur ce chemin noble. Chemin emprunté par notre association, David Jones, il y a 90 ans». Visiblement satisfaites de l'initiative, les autorités locales ont encouragé le Lions Club à continuer ce genre d'actions. «Ce genre d'œuvres, on peut penser, ne peut être réalisé que par l'Etat. Or, comme nous le savons tous, l'Etat ne peut pas tout faire. Raison pour laquelle, des associations ou des organisations comme les vôtres sont toujours les bienvenues, lorsqu'elles décident de venir en aide à cet Etat. Tel est donc l'intérêt de la cérémonie qui nous réunit aujourd'hui, parce

qu'elle intéresse la santé et donc le bien-être de la population carcérale de Pointe-Noire. Nous sommes donc heureux de prendre part à cette cérémonie, au nom du parquet général près la cour d'appel de Pointe-Noire. Comme vous l'avez dit, cette cérémonie n'est pas

la première, ni la dernière. D'autres cérémonies vont suivre. Nous vous demandons de continuer ces œuvres philanthropiques, parce qu'il s'agit de la santé de nos amis détenus», a déclaré Jacques Biyouli. Celui-ci a, également, fait la visite de quelques cellules, pour assister aux premières séances de désinfection et de désinsectisation. Des opérations similaires seront faites dans les prisons des commissariats de police et des compagnies de gendarmerie de la capitale économique.

John NDIINGA-NGOMA

Première édition du «Challenge entrepreneurial du bassin du Congo» à Brazzaville

Quelles leçons tirées de la Norvège, du Botswana, du Qatar et d'autres pays, pour diversifier le tissu économique du Congo, et le sortir de sa dépendance au pétrole?

On admet volontiers que les économies dotées d'abondantes ressources naturelles, (hydrocarbures, minerais, bois) sont, souvent, vouées à s'affaiblir. Pourtant, pour chaque exemple de pays qui s'est appauvri à cause de ses matières premières (RD Congo, Venezuela, Algérie, Nigeria...), il existe un contre-exemple qui a réussi à s'enrichir, grâce à ces dernières. Le secret? Une politique de diversification judicieuse, basée sur les avantages comparatifs du pays, doublée d'une politique économique rigoureuse, fondée notamment sur un système fiscal attractif, un régime de change flottant, une palette de mesures propices aux investissements privés, ainsi que l'existence d'un tissu solide de P.m.e/P.m.i (Petites et moyennes entreprises/industries) évoluant indépendamment du secteur extractif et d'un fonds pour les générations futures alimenté par les recettes tirées des industries extractives. Pour preuve, loin d'avoir été appauvri par soixante ans d'exploitation pétrolière, la Norvège est, aujourd'hui, classée dans le top des pays les plus développés au monde, figurant notamment en première position dans l'I.d.h (Indice de développement humain) du P.n.u.d et des revenus par habitant (cf. encadré). Sa recette? La mise en place d'un fonds de pension gouvernemental alimenté par des taxes prélevées sur l'exploitation du pétrole, qui possède des participations dans plus de trois mille entreprises dans plus de quarante Etats. Ce n'est

pas tout. Outre une politique de taux de change avantageuse, qui a favorisé la compétitivité de ses entreprises, la Norvège a aussi tiré partie de ses richesses renouvelables. Ainsi la quasi-totalité de son électricité provient de ses abondantes ressources hydrauliques et elle s'est spécialisée dans la maîtrise des émissions de gaz à effet de serre dans l'industrie pétrolière et dans l'ensemble de l'économie. À des milliers de kilomètres plus au Sud, le Qatar désertique, une presqu'île de 11.586 km² située sur la rive Sud du golfe persique, qui abrite 1,7 million d'habitants, est un autre exemple de pays qui a su échapper au syndrome hollandais. Conscient de la non pérennité de ses ressources, le Qatar, l'un des plus importants détenteurs de gaz au monde, en seconde position pour l'I.d.h, a axé sa stratégie gazière sur l'exportation de gaz naturel liquéfié dont il recycle les revenus, en diversifiant son économie dans l'éducation, la culture, le sport, l'immobilier, l'industrie et en investissant à l'étranger. Des Africains parleraient de cas exceptionnels, tout en déplorant le fatalisme qui frapperait l'Afrique riche en ressources naturelles. Pourtant, même sur le continent africain, les exemples de pays ayant échappé à la maladie hollandaise ne manquent pas. Le Botswana en est un. Situé en Afrique australe, sans accès à la mer, ce pays, trop peu connu, est le troisième producteur mondial de diamant. Il n'en fut pas toujours ainsi. Autrefois pauvre et prin-

PAYS	IDH 2013	Rang IDH	Revenu par habitant En dollars. 2012	% d'individus en dessous du seuil de pauvreté 2012
Norvège	0,955	1er	98 860	
Etats-Unis	0,937	2è	50 120	
France	0,893	20è	41 750	
Qatar	0,834	36è	78 720	
Chine	0,699	101è	5 740	13,1 %
Botswana	0,634	119è	7 720	
Congo	0,534	142è	2 550	50,1 %
Angola	0,508	148è	4 580	
Tchad	0,340	184è	740	61,9 %

Indice de développement Humain (IDH) (Source: PNUD)
Revenu par habitant (source Banque Mondiale)
Seuil de pauvreté (Source PNUD): pourcentage d'individus ayant moins de 1,25 dollar par jour vivre. Estimations sur la base d'enquêtes réalisées entre 2007 et 2011.

cipalement agricole, le Botswana est devenu, grâce à l'industrie du diamant, l'une des nations africaines les plus riches, avec un revenu par habitant de 7.720 dollars, pour avoir notamment encouragé l'essor du tourisme, de l'industrie manufacturière tournée vers l'exportation et des services financiers. L'adoption de mesures économiques et fiscales -pas de restriction en termes de propriété, de taille d'investissement, d'origine des capitaux ou de méthodes de formation, abandon du contrôle des changes et régime fiscal attractif- lui en outre a permis de pérenniser sa croissance, de maintenir un faible niveau d'inflation et d'encourager l'investissement privé. D'autres pays africains se sont

engagés sur la même voie. Si, pour l'heure, leur politique de diversification est encore timide, en revanche, ils focalisent leurs actions sur deux types de mesures destinées à faire émerger un secteur privé national: en encourageant le partenariat entre les multinationales, qui exploitent leurs richesses naturelles, et les P.m.e locales, pour créer une dynamique intégrant le développement du privé local; en favorisant aussi la culture d'entreprise. Une de leurs mesures phares est la création de bourses de sous-traitance. Ainsi, au Tchad, entré récemment dans le cercle des producteurs africains d'or noir, la Chambre de commerce s'est associée à la compagnie pétrolière Esso, à travers l'initiative «Local business oppor-

tunity», pour offrir des opportunités d'affaires à des entreprises locales de services. Une dynamique similaire existe en Angola, avec le C.a.e (Centre d'appui à l'entreprise), domicilié auprès de la Chambre de commerce, et l'entreprise pétrolière publique, la Sonagol. Le C.a.e sélectionne et forme les P.m.e, qui doivent être majoritairement détenues par des nationaux, susceptibles d'intervenir dans le secteur pétrolier auxquelles il octroie, à terme, des certificats leur permettant d'accéder aux marchés de travaux offerts dans le secteur. En outre, la stratégie économique de l'Angola s'appuie sur une diversification non seulement des secteurs d'activités, mais aussi des marchés extérieurs et des partenariats. De-

puis quelques années, les Angolais investissent largement au Portugal, considéré comme une plate-forme idéale pour leur internationalisation, en acquérant notamment des actions dans les plus importants groupes bancaires et énergétiques portugais et en investissant dans l'hôtellerie, l'industrie du luxe et la haute couture, tandis que les Portugais vont s'installer et investir en Angola, en particulier dans le tourisme et le B.t.p. Au Burundi, une structure d'incubation, en cours de mise en œuvre, permettra à un entrepreneur d'accéder, dans un même lieu, à une gamme étendue de services allant de la bureautique à la comptabilité, en passant par le montage financier de projets. Au Congo-Brazzaville, des dispositions semblables sont en cours. Ainsi, le futur code juridique et fiscal sur l'amont pétrolier intégrera la partie locale dans la sous-traitance. L'accent sera mis sur l'accompagnement de ces entreprises, notamment en matière de qualification et de maîtrise des normes. Arrêtée dans le Plan national de développement 2012-2016, la politique de diversification, pour sa part, mise sur une plus grande transformation des ressources naturelles et des produits agro-pastoraux, sur le développement du tourisme, des services, notamment financiers et de la filière construction. Reste à impulser une dynamique favorable à l'essor de l'entrepreneuriat local, autour et hors de l'industrie extractive. Le seuil moyen de créer une classe moyenne et de réduire la pauvreté.

Muriel Devey MALU-MALU
RICE (Réseau International des Congolais de l'Extérieur)